



Réunion en formation conjointe des Comités Techniques INRA et IRSTEA

29 novembre 2019

Déclaration liminaire CGT-Inra

29 novembre 2019

Messieurs les Présidents,

Ce comité technique conjoint se déroule dans une situation sociale très tendue, à la veille d'un mouvement de grève reconductible qui s'annonce particulièrement suivi y compris à l'INRA. **En instituant un système par points, la réforme annoncée des retraites n'est pas une simple réforme de plus. Ce serait pour les fonctionnaires, mais aussi pour les salariés du privé, une rupture du contrat social et un recul général du montant de nos retraites. Le montant de notre pension ne serait plus calculé à partir du traitement des 6 derniers mois, mais sur les rémunérations acquises tout au long de la carrière, intégrant les années de faibles salaires et celles sans salaires.** En prenant la valeur du point actuellement proposée dans le rapport Delevoye, les baisses de retraites seraient déjà énormes pour tous les agents INRA. Selon nos calculs, les pertes mensuelles seraient entre 450 € et 570 € des Adjoints aux Ingénieurs d'Étude et atteindraient 712 € pour des Ingénieurs de Recherche et plus de 1000 € pour les Directeurs de Recherche. Mais ces simulations sont encore optimistes, le blocage du montant total des retraites à 14 % du Produit Intérieur Brut, alors que le nombre de pensionnés va croître, implique que la valeur du point baissera, comme cela a déjà été le cas en Suède. Contrairement aux discours du gouvernement sur « l'équité », le nouveau système impacterait encore plus les mères de famille : selon l'Institut de la Protection Sociale, les mères de trois enfants pourraient perdre jusqu'à 500 € par mois.

Mais les autres sujets de mécontentement face à la politique gouvernementale ne manquent pas.

La perte de pouvoir d'achat devient indécente dans l'Enseignement Supérieur et la recherche. Avec le gel du point d'indice, nous avons perdu 16% de salaires depuis 2000, soit 720 € par mois pour un Directeur de Recherche et 350 € par mois pour un Technicien de Recherche et nous avons des salaires extrêmement faibles par comparaison avec les autres pays européens.

La précarité explose dans nos unités, comme sur les bancs de l'université. Les drames liés à cette situation s'enchaînent. La réforme de la fonction publique et la loi de programmation pluriannuelle de la recherche, loin d'améliorer cette situation, vont l'empirer. Les salariés auront encore moins de pouvoir pour se défendre avec la suppression de la plupart des prérogatives des CAPs, la suppression des CHCSTs. La précarité va encore s'accroître avec les CDD sur projet et les CDI non-fonctionnaires, et la compétition entre unités va s'exacerber si l'HCERES accroît son pouvoir.

Enfin, comme la CGT n'a cessé de le dénoncer, il est désormais évident que la fusion INRA-IRSTEA, faite dans la précipitation, sans réelles négociations et en excluant la masse des personnels des « concertations », sera une fusion "low cost" en termes d'emplois de titulaires comme de budget de recherche pour les unités. Le budget « consolidé » promis à l'INRAe en 2020, c'est-à-dire l'addition du budget exsangue de l'IRSTEA avec celui notoirement insuffisant de l'INRA, n'accorde pas de moyens supplémentaires autres que pour l'harmonisation indemnitaire. L'augmentation de la dotation des unités ex IRSTEA se fera donc par une diminution des dotations des unités ex INRA ou une baisse des dotations propres des départements. Pour la CGT, ce sont bien des considérations d'économies budgétaires qui ont justifié cette fusion. L'INRA a perdu 680 ETPT titulaires en moins en 10 ans ! Les chiffres sont similaires pour l'IRSTEA. Ce sont les agents qui vont faire les frais de cette fusion faite dans la précipitation, à commencer par les personnels d'appui soumis à un processus antidémocratique de pré-affectation les ayant forcés à accepter des postes sans aucune connaissance de leur environnement, ni de la hiérarchie. Si des « carottes » sont évoquées, comme la proposition de réaliser en 2020, 142 promotions de corps au lieu de 90, c'est sous conditions d'obtenir réellement des moyens budgétaires, et sans indications pour les années ultérieures. Par conséquent, les inquiétudes des agents se renforcent de jour en

jour concernant cette fusion. Nous n'avons toujours aucune garantie concernant l'impact de la fusion sur les dotations des unités INRA, sur les possibilités de promotion des agents INRA. Les agents n'ont pas été consultés sur les changements concernant le temps de travail ou les astreintes. Les promesses de "mieux disant social" semblent être bafouées toujours plus chaque jour. Enfin, la procédure de pré-affectation reste problématique et elle maintient des agents dans l'angoisse du lendemain.

Les décrets N°2019-1045 et 10-46 ont créé l'INRAE. Utiliser INRAE sans l'article fait référence à une entité qui n'a pas été créée par la République française. Nous ne comprenons donc pas le double langage de la DG sur l'INRAE. **Vous nous avez affirmé que l'INRAE ne serait pas une marque, mais la communication assimile l'INRAE à une marque. Nous vous redemandons, comme vous vous y étiez engagé, d'informer les agents que l'INRAE est bien un institut public de recherche au service de la collectivité.**

Dans les hôpitaux, une fois n'est pas coutume, les chefs de services et les responsables des différentes instances tirent eux aussi la sonnette d'alarme et soutiennent le mouvement. A quand une tribune de la direction générale de l'INRA pour exiger plus de moyens ? A quand un observatoire de la précarité ou un simulateur de retraites sur le portail de l'INRA pour informer les agents ?

Dans les hôpitaux, une fois n'est pas coutume, les chefs de services et les responsables des différentes instances tirent eux aussi la sonnette d'alarme et soutiennent le mouvement. A quand une tribune de la direction générale de l'INRA pour exiger plus de moyens ? A quand un observatoire de la précarité ou un simulateur de retraites sur le portail de l'INRA pour informer les agents ?

De son côté la CGT-INRA est bien décidée à accentuer la mobilisation pour mettre un coup d'arrêt à cette politique de casse sociale et obtenir le retrait du projet Macron-Delevoye de retraites par points.

Les confédérations CGT, Solidaires, FO, FSU, CGC et les organisations étudiantes et de jeunesse appellent à la grève à compter du 5 Décembre.

Avec la grande majorité des syndicats INRA et IRSTEA, nous appelons les personnels à rejoindre massivement la grève et les manifestations le 5 décembre et à organiser des assemblées générales sur tous les sites dès le 6 décembre pour reconduire le mouvement.

Déjà des assemblées rassemblant de nombreux personnels se sont prononcées pour cette grève.